

Baptiste Giraud

CRPS, Université Paris 1

Chargé de cours à l'Université Lyon 2

baptistegiraud@hotmail.com

Faire la grève.

Les conditions d'appropriation de la grève dans les conflits du travail en France

Thèse pour le doctorat de science politique, soutenue à l'Université Paris 1, le 30 novembre 2009, sous la direction de Michel Offerlé, professeur de science politique à l'Ecole Normale Supérieure

Composition du jury :

Mme Nonna Mayer, Directrice de recherche au CNRS, CEE – IEP de Paris (rapporteur)

Mme Johanna Siméant, Professeure de science politique, Université de Paris 1

Mme Anne-Catherine Wagner, Professeure de sociologie, Université Paris 1

M. Paul Bouffartigue, Directeur de recherche au CNRS, LEST - Université Aix-Marseille (rapporteur)

M. Richard Hyman, Professor of Industrial Relations, London School of Economics

Résumé court de la thèse :

L'ambition centrale de ce travail de thèse consacré aux usages de la grève en France a été de réinvestir un champ d'investigation laissé en friche, tant par la sociologie du travail, du syndicalisme que de l'action collective, et de contribuer à opérer ce faisant un décloisonnement entre ces trois sous-champs académiques. En choisissant pour cela de réinvestir l'étude de la grève du point de vue de ses usages dans les conflits

interprofessionnels et du secteur privé, l'objectif était par ailleurs d'éviter l'écueil consistant à interpréter le déclin statistique du volume de l'activité gréviste comme le symptôme d'un déclin séculaire de la grève dans le secteur concurrentiel, qui n'existerait plus qu'à l'occasion de conflits « désespérés » contre la fermeture d'entreprise ou sous la forme de « grèves par procuration », à la faveur des grèves des salariés du secteur public. A l'inverse, il s'agissait de ne pas rester non plus prisonnier du questionnement sempiternel sur l'existence d'une spécificité française de la « gréviculture », pourtant bien difficile à identifier sur un plan statistique. Cherchant à dépasser ces deux visions réductrices de la conflictualité au travail, ce travail d'enquête vise à mieux reconstituer l'espace des contraintes et des possibles en fonction desquels s'actualisent les logiques de recours à la grève. Dans cette optique, après avoir ainsi présenté, dans le cadre d'une première partie, l'apport d'une démarche d'enquête ethnographique, équipée des outils de la sociologie des mobilisations, pour penser les conditions et logiques de recours à la grève, notre travail d'analyse empirique s'organise en deux grandes parties, composées elles-mêmes de deux chapitres. La première d'entre elle interroge les conditions de possibilité de recours à la grève dans la dynamique des conflits interprofessionnels, du point de vue des logiques de recomposition des stratégies d'action confédérales d'une part, et des logiques de structuration des organisations syndicales d'autre part. La troisième, enfin, se concentre sur les conditions d'investissement de la grève dans les conflits d'entreprise. Dans cette perspective, nous nous sommes penchés tout d'abord sur le jeu des contraintes structurelles et interactionnelles qui peuvent expliquer tout à la fois l'intégration de la grève dans le répertoire d'action des militants syndicaux, et sa réappropriation sous la forme de courts arrêts de travail. Puis, nous analysons les conditions dans lesquelles peuvent se lever les freins à l'apparition de mouvements de grève et à leur inscription dans la durée.

Présentation détaillée de la thèse :

Comme nous le rappelons dans le premier chapitre, le déclin de l'intérêt scientifique pour les grèves, à l'exception de ses manifestations les plus visibles dans les secteurs publics et nationalisés a pour toile de fond et pour justification implicite le déclin de l'intensité et du volume de l'activité gréviste en France depuis le début des années 1980, mesuré par l'indicateur des Journées Individuelles non Travaillées pour fait de grève, (JINT), et qui semble accréditer l'hypothèse de perte de centralité de la grève dans ces lieux de travail. Or, un examen critique des conditions de fabrication de l'indicateur des JINT et la mobilisation des enseignements de l'enquête REPONSE permettent de remettre en cause les impensés de ces représentations dominantes du phénomène gréviste - que le regard sociologique à éclipse sur les conflits du travail a davantage consacrée qu'il n'a mise en question - et de construire notre recherche à partir de deux constats généraux. Il est vrai que la participation des salariés du secteur privé aux journées d'action de grève, dont la fréquence a elle-même fortement diminué, apparaît très limitée. On ne saurait pour autant en déduire une évanescence de la grève du secteur privé. D'une part, parce que la part importante prise par le secteur public dans l'activité gréviste, et que la tendance à la baisse, sur le long terme, *du volume* de cette dernière n'a rien d'un processus linéaire, et qu'elle n'implique aucunement une disparition des arrêts de travail du secteur privé dans le cadre de conflits du travail

localisés. On assiste en réalité bien davantage à une reconfiguration des modes d'appropriation de la grève, *via* son inscription dans des formes d'arrêt de travail le plus souvent courts et limités au cadre de l'établissement. Par ailleurs, on ne saurait occulter le maintien d'autres formes d'action protestataires diffuses, qu'elles soient individuelles ou collectives, bien qu'elles soient évidemment moins immédiatement perceptibles que les « grandes » mobilisations surgissant dans le secteur public. Dans ces conditions, et sans ignorer les transformations intervenues dans l'espace des conflits du travail, notre travail part de la conviction qu'il est nécessaire de ne pas postuler *a priori* le déclin des formes canoniques de l'action collective et de repenser les conditions d'appropriation de la grève en questionnant à la fois les facteurs qui rendent difficiles la transformation de cette conflictualité diffuse dans les entreprises du privé en action de grève localisée, et plus encore en actions de grève professionnelle et/ou interprofessionnelle plus fréquentes, et les conditions qui rendent possible la réactivation de cet instrument de lutte, sous des formes réajustées.

Dans cette optique, nous avons adopté une méthode d'enquête ethnographique (présentée dans le chapitre 2 et 3), mêlant la réalisation d'une centaine d'entretiens et de différentes observations *in situ* des pratiques des acteurs, alors que les paradigmes d'analyse traditionnels de la grève relèvent très majoritairement, indépendamment de leurs options théoriques, d'une approche quantitative. Ce parti-pris méthodologique visait tout d'abord à offrir un cadre d'analyse moins désincarné des conditions d'apparition des grèves, en observant comment les contraintes structurelles qui orientent les stratégies des acteurs en lutte s'actualisent et s'entremêlent concrètement dans leurs représentations et dans leurs pratiques, et comment leurs effets sont médiatisés par le jeu de leurs dispositions intériorisées et de leurs savoir-faire militants différenciés. Par ailleurs, il a été fait le choix d'investir plusieurs terrains d'enquêtes, permettant de mieux reconstituer, en variant les angles de questionnement, la pluralité des facteurs qui conditionnent les logiques de recours à la grève. Nous nous sommes en effet intéressés tout à la fois au travail de représentation de porte-parole confédéraux et de leurs stratégies d'investissement de la grève, des logiques de fonctionnement routinier de structures militantes intermédiaires, des stratégies d'action patronale de démobilisation syndicales, des situations de conflit sans arrêt de travail et des actions de grève inscrites dans des configurations d'action diversifiées. Ainsi, tout en diversifiant les échelles d'analyse, cette approche « mosaïque » des grèves permet d'abord de tenir ensemble différents niveaux d'analyse, habituellement séparés (conflits interprofessionnels, conflits d'entreprise, fonctionnement de structures syndicales intermédiaires). De cette manière, on peut mieux saisir les manières différenciées dont s'organisent les logiques d'investissement de la grève, en fonction des jeux de contexte et des logiques de structuration des organisations syndicales. Cette approche permet par ailleurs de questionner les conditions de leur émergence en combinant l'analyse *de grèves en train de se faire* avec *l'étude de la grève en son absence*. Généralement occulté dans l'étude des grèves (et de l'action collective), nous avons cherché, tout au long de ce travail, à mettre en évidence les apports heuristiques d'un tel angle d'analyse pour saisir les freins à l'action collective et les contraintes en fonction desquelles s'opère le choix des acteurs en lutte pour tel ou tel mode d'action. Enfin, une dernière ambition théorique de ce travail est de contribuer à mettre en lumière les profits de connaissance que l'on peut retirer du réinvestissement des questionnements et des outils théoriques de la sociologie des mobilisations sur le terrain de l'analyse des conflits du travail, et la manière dont ces instruments d'analyse peuvent s'en trouver enrichis en retour.

Une fois posés et identifiés ces différents enjeux théoriques de notre travail de recherche dans la première partie de la thèse, notre travail d'analyse des données empiriques récoltées s'organise en deux parties, articulées entre elles. La première est consacrée aux usages de la grève dans l'économie des pratiques de mobilisation confédérales. A partir notamment de l'observation de l'activité des responsables confédéraux de l'action revendicative de la CGT, un premier chapitre revient sur les effets des dynamiques d'institutionnalisation de l'action syndicale, et sur la reconfiguration des rapports de force politiques et syndicaux structurant l'espace des relations professionnelles, qui éclairent la dépolitisation des stratégies d'action syndicales et la redéfinition des modes d'articulation de l'appel à des journées d'action de grève interprofessionnelle et de la négociation qui en résulte. Le second chapitre mêle l'observation des stratégies des acteurs confédéraux, du travail d'encadrement militant des structures militantes intermédiaires (unions locales, syndicats professionnels), et des dispositions militantes différenciées des militants syndicaux, pour mettre en évidence les « filtres organisationnels » qui conditionnent les stratégies confédérales de recours à des journées d'action de grève interprofessionnelles. Elles sont de ce point de vue mises en relation avec les logiques de structuration interne des organisations syndicales qui contraignent la faculté des dirigeants syndicaux à activer leurs ressources militantes. L'accent est également mis, dans ce cadre, sur les effets contraignants générés par la capacité de mobilisation syndicale inégale dans les secteurs public et privé, ainsi que sur la diversité des usages stratégiques dont peut être réinvestie cette forme de grève.

La troisième et dernière partie de la thèse est consacrée à la question des usages de la grève dans le cadre plus limité des conflits d'entreprise. Dans un premier chapitre est d'abord reconstitué l'espace des contraintes qui fait obstacle à l'intégration de la grève dans la panoplie des moyens d'action des représentants syndicaux, ou qui favorise son redéploiement sous la forme de courts arrêts de travail. Dans cette optique, sont envisagés successivement : les effets des dispositions et de l'expérience militantes très différenciées des militants syndicaux, sur leur disponibilité à s'emparer de la grève et sur leur faculté à créer les conditions de la mobilisation des salariés ; les contraintes générées par les stratégies patronales de démobilisation des salariés qui leur sont opposées ; l'ajustement des stratégies de recours à la grève sous l'effet de la reconfiguration des modes d'organisation de la production ; enfin les effets d'inhibition engendrés notamment par leur intériorisation des contraintes économiques qui pèsent sur eux, à l'aune desquelles les syndicalistes réévaluent à la baisse l'efficacité du recours à la grève, même dans des configurations où les conditions semblent réunies pour qu'ils réactivent cet instrument de lutte. Le dernier chapitre étudie en revanche les conditions d'émergence de grèves *a priori* improbables. L'attention est portée pour cela à la dynamique des « micro-contextes » de conflit qui favorisent la rencontre entre de multiples dispositions à l'indocilité des salariés et le savoir-faire militant des syndicalistes qui favorise leur activation et leur inscription dans une action de grève. Dans les grèves étudiées sont ainsi examinées les conditions du passage à l'acte, les dynamiques de transformation de l'engagement des salariés et des pratiques d'encadrement syndical dans le cours de l'action de grève, mais aussi les tensions que soulèvent l'entretien de logiques d'engagement hétérogènes et leur mise en cohérence avec les pratiques de mobilisation syndicale.

La contribution de ce travail à l'analyse des grèves et de l'action collective peut être synthétisés autour de trois champs de questionnement, abordés par cette recherche. Le premier consistait à dépasser l'approche surplombante des organisations syndicales qui structure les paradigmes d'analyse traditionnels des grèves, et qui tend à faire agir ces

organisations comme des entités homogènes. L'un des fils directeurs de la thèse est de repenser au contraire les logiques de recours à la grève en relation avec l'hétérogénéité des profils d'engagement des militants qui cohabitent dans ces organisations syndicales, et la diversité de leurs pratiques et de leurs savoir-faire militants qui en découlent. Cela nous a conduit notamment à explorer l'intérêt d'une approche *méso* des organisations militantes pour comprendre ce qui conditionne la faculté de leurs dirigeants centraux, non seulement à faire tenir ensemble, mais plus encore à faire agir ensemble des acteurs aux propriétés et aux logiques d'engagement multiples, et à homogénéiser leurs pratiques militantes. L'observation du fonctionnement routinier de structures militantes intermédiaires nous a permis à cet égard de saisir le travail de façonnage organisationnel accompli pour créer les conditions de production d'une réactivité des militants aux mots d'ordre d'action des dirigeants syndicaux centraux et mettre en conformité de leurs pratiques aux principes d'action de l'organisation. Mais cela nous a également amené à faire précisément ressortir à cet égard les difficultés rencontrées par les dirigeants syndicaux centraux pour contrôler l'usage du label de leur organisation. Ce niveau d'analyse est apparu en ce sens heuristique pour éclairer leurs difficultés qui en résultent pour activer leurs ressources militantes dans le cadre d'une action de grève interprofessionnelle. De même, il aide également à comprendre l'écart, parfois abyssal, qui peut séparer les pratiques des militants des principes d'action de leur organisation, et leur inclination très différenciée à s'emparer de la grève. De ce point de vue, j'ai cherché plus généralement, à travers ce travail, à montrer la nécessité de ne pas lire uniquement les pratiques militantes des acteurs syndicaux en fonction de leur affiliation organisationnelle mais d'opter pour une approche plus attentive à la manière dont leurs pratiques sont travaillées par leur inscription dans des systèmes de contrainte propres à leur configuration d'action, ainsi que par leur mode d'intégration différencié dans leur organisation et par leur capital militant très inégal. Dans le prolongement du modèle d'analyse de C. Tilly, cela nous a amené en particulier à mettre en évidence que la familiarité inégale des représentants syndicaux avec la grève - et plus généralement leur maîtrise inégale des savoir-faire militants syndicaux - constitue un facteur d'explication trop souvent occulté de leur inclination différenciée à s'engager dans l'organisation d'une action de grève.

Cette étude de la grève entend également contribuer à enrichir l'analyse des logiques de fonctionnement du répertoire de l'action collective. Sous cet angle, nous avons non seulement contribué à montrer que les conflits du travail n'ont pas disparu de l'arène protestataire, mais qu'ils s'inscrivent de surcroît, pour reprendre les termes de C. Tilly, dans un répertoire d'action relativement stable. Certes, certaines formes d'action plus récentes, comme le recours à l'expertise, tendent à se diffuser. Dans les pratiques des acteurs syndicaux, il vient cependant se combiner à l'usage de la palette des registres traditionnels de l'action collective, bien plus qu'il ne s'y substitue. Sous cet angle, cette analyse de la grève, tout en s'inscrivant dans les débats autour de la question de la transformation du répertoire de l'action collective, suggère l'intérêt de ne pas appréhender ce processus en guettant uniquement le surgissement de formes inédites de protestations. Elle invite à l'interroger aussi au regard des contraintes qui orientent les préférences des acteurs pour tel ou tel élément traditionnel du répertoire de l'action collective. De ce point de vue, je me suis attaché à montrer la nécessité de penser les logiques d'appropriation du répertoire de l'action collective du point de vue des contraintes liées aux ressources d'action limitées des syndicalistes. Mais aussi, ce qui m'apparaît moins souvent pris en compte dans la sociologie des mobilisations, du point de vue des mécanismes par lesquels ils en viennent à s'imposer des limites dans la mobilisation de leurs ressources, en raison des enjeux de lutte et de concurrence dans lesquels ils sont pris, par anticipation des stratégies de discrédit auxquelles ils s'exposent par le recours à la grève, ou sous l'effet de leur perception intériorisée des contraintes liées à leur environnement économique. Enfin, ce travail s'emploie à montrer l'intérêt de saisir les

modalités d'appropriation du répertoire de l'action collective en observant les logiques de combinaison entre ses différentes composantes dans les stratégies des acteurs en lutte. En envisageant ainsi la grève comme la séquence d'un processus de mobilisation articulée à d'autres modes d'action, il devient possible de mieux saisir la pluralité des usages possibles de la grève, les modalités de construction et de légitimation de cet instrument de lutte, ainsi que les logiques d'articulation de la grève et de la négociation. A cet égard, l'étude de la grève apparaît comme un terrain d'étude particulièrement heuristique pour montrer l'intérêt d'élargir la notion de répertoire d'action collective, afin de se pencher aussi, et plus précisément, sur la dynamique des engagements institutionnels des acteurs protestataires. Non pas pour en conclure que l'institutionnalisation des organisations militantes conduit nécessairement leurs représentants à abandonner le recours aux pratiques de l'action collective. Mais bien davantage pour saisir comment les rapports de force et les enjeux de lutte qui structurent l'engagement des militants dans les arènes institutionnelles, et qui se jouent en leur sein, les amènent à réajuster leurs manières de s'emparer des registres de l'action collective.

Le dernier axe de réflexion transversal à mon travail renvoie, quant à lui, à l'examen des conditions d'émergence et de construction des grèves. Sous cet angle, j'ai cherché en premier lieu à sortir d'une vision trop statique des obstacles à l'action collective. Que ce soit en observant comment la reconfiguration des modes de production pouvaient créer de nouvelles ressources pour les syndicalistes en vue d'organiser des débrayages, ou bien en faisant ressortir la pluralité des usages dont pouvait être investie la grève dans la dynamique du processus de mobilisation. Par ailleurs, tout en écartant l'idée d'une spontanéité des grèves, ce travail vise à éviter l'écueil d'une vision selon laquelle elles résulteraient nécessairement d'une initiative programmée par les organisations syndicales ou de leur capacité à rallier les salariés à leurs mots d'ordre. Dans le prolongement de différents travaux ayant insisté sur la pluralité des logiques d'engagement des acteurs investis dans une même action protestataire, il s'est agi de mettre plus précisément en question les dynamiques d'interaction entre des logiques de contexte, des motifs de mécontentement propres aux acteurs mobilisés et l'activation de savoir-faire militants qui rendent possible l'agrégation, dans une action de grève, d'acteurs aux raisons d'agir et aux pratiques d'engagement variées. Dans cette perspective, un autre élargissement de la notion de répertoire de l'action collective a été notamment opéré, pour examiner les conditions les stratégies de résistances et de résilience individuelles des salariés pouvaient être captées par les acteurs syndicaux, et réinscrites dans une action collective plus structurée. Sur ce point, enfin, l'étude de la grève est apparue comme un terrain d'investigation particulièrement heuristique pour saisir les difficultés que soulève la gestion, l'homogénéisation et l'inscription dans la durée de logiques d'engagement diversifiées dans une action protestataire.

